

L'hon. M. FOSTER: Le ministre peut-il nous donner les montants payés à titre de prime à même le fonds consolidé au cours de l'exercice ?

L'hon. M. FIELDING: Je n'en ai pas le montant exact, mais c'est environ \$2,390,000. Si ce chiffre n'est pas substantiellement exact, je le corrigerai pour le faire parvenir à l'honorable député.

J'avoue franchement que nous aurions pu éviter d'augmenter ainsi la dette publique. D'abord en ne construisant pas, en tout ou en partie, la division de l'est du Transcontinental national. J'ai entendu de temps à autre les honorables députés suggérer quelque chose dans ce sens. J'ai surtout entendu critiquer la construction de cette partie de la ligne qui s'étend de Québec à Moncton. Or, quoi qu'en disent les gens qui habitent les régions éloignées, et qui ignorent les besoins de cette partie du pays, il n'est pas une seule section du Transcontinental national, pas une seule, dont la construction ait été réclamée avec plus d'unanimité que celle qui s'étend de Québec à Moncton. On a souvent réitéré au Gouvernement la nécessité de construire cette partie de la ligne. C'eût été une politique de clocher, pour ainsi dire une politique provinciale de ne pas avoir construit la division de l'est, particulièrement cette section.

Les populations des Provinces maritimes indépendamment des partis, indépendamment de leurs opinions sur d'autres questions, étaient unanimes à demander au Gouvernement, s'il entreprenait la construction d'un autre Transcontinental, de faire en sorte de leur donner accès à cette ligne par un autre chemin mieux adapté au service transcontinental que le vieil intercolonial. Les législatures provinciales, les chambres de commerce, les grandes collectivités de cette partie du pays ont prié le Gouvernement à mainte reprise de construire cette ligne. Ainsi, les honorables députés feraient bien de se rappeler, lorsqu'ils critiquent cette entreprise, qu'il n'est pas une seule partie du réseau qui a été demandée avec plus d'instance que celle qui git entre Québec et Moncton.

Nous aurions pu, d'une autre façon, éviter d'augmenter la dette nationale. Nous aurions pu suivre l'exemple de nos prédécesseurs en fait de construction de lignes transcontinentales. Je ne dis pas cela par manière de critiquer les honorables députés. Nous savons que le Pacifique-Canadien a reçu de l'aide de l'Etat de trois manières différentes. On lui fit cadeau d'une ligne en exploitation, qui avait coûté beaucoup d'argent au public, aussi de \$25,000,000 en espèces et de 25,000,000 d'acres de terre. Ne parlons pas de ce deux premiers cadeaux au Pacifique-Canadien; ne parlons que du cadeau des terres, et je dis que si nous avions voulu donner 25,000,000 d'acres de terre dans l'Ouest au chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique, nous aurions pu deviser un plan par lequel nous n'aurions pas ajouté un sou à la dette publique du Canada. Mais est-ce que ç'aurait été une sage politique? Je suis sûr qu'on ne différerait pas beaucoup d'opinion sur ce point.

Quoi qu'on puisse dire de la sagesse du gouvernement d'alors en accordant une si vaste concession de terre au Pacifique-Canadien—une politique que je ne cherche pas à critiquer en ce moment—quoi qu'on puisse dire de cette politique appréciée selon les circonstances du temps où elle fut adoptée, il n'est que juste d'avouer qu'elle a causé, avec les années, une recrudescence de mécontentement dans toutes les régions de l'Ouest, et s'il avait été de nouveau proposé d'adopter une semblable politique pour subventionner une autre ligne transcontinentale, en lui aliénant un vaste lopin de terre dans le Nord-Ouest, je suis sûr qu'elle ne se serait pas recommandée à la sanction de la Chambre ni du public. La population de l'Ouest réclame la terre pour le colon, non pour les corporations de chemins de fer. (Approbations à droite.)

... Si nous n'avions à cœur que les beaux états de compte, si nous avions craint d'augmenter la dette publique, je le répète, nous aurions pu l'éviter, il n'y avait qu'à faire la sourde oreille aux instances des populations des Provinces maritimes, et de ne pas construire la division de l'est; nous n'avions qu'à refuser de payer les montants considérables que